

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

Embargo sur l'Irak

- Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 5 novembre 2006

Date de parution : novembre 1998

Grands Reporters

A quoi sert l'embargo ? C'est la question que l'on se pose dès son arrivée en terre irakienne, après avoir traversé six cents kilomètres de désert sur une axe construit avant la guerre, une autoroute large de six voies, avec terre plein central et barrières de sécurité, à l'asphalte lisse comme une artère européenne, mais désormais parcouru de camions-citernes rouillés qui font la navette avec la Jordanie et de vieux taxis dégingolés au toit surchargé de tout ce qui manque au pays. C'est la question qui revient en découvrant Bagdad un vendredi, jour de fête, capitale morne avec ses immenses avenues vides, ses jardins et ses terrasses de café désertes au bord du Tigre, Bagdad si lourde, si pesante, avec son décor d'immeubles gris, de ponts d'acier et de monuments en béton armé. Comme un géant triste qui a gardé son squelette imposant mais dont la peau est devenue lépreuse, la chair trop maigre et les articulations enraidies par huit années d'immobilisation. C'est la même question qui vous poursuit jusqu'au fond de la campagne quand on s'arrête au bout du village d'Al Youssoufik, devant ce gourbi de boue sèche, défendu par une paire d'oies criardes, entouré d'une mare sale, d'un carré de salade et d'une cour en terre battue où une unique vache broute des croutes noires de fleur de tournesol. A l'intérieur, une seule pièce, un toit de branches de palmiers et une épaisse couche de poussière en guise de sol recouvert de sacs de farine vides. Pas une chaise, pas un meuble, pas une lampe électrique, pas un robinet d'eau potable. Oum Sabah, son mari et leurs sept enfants, toute une famille, se serrent ici pour dormir l'été quand l'air extérieur bout à plus de cinquante degrés ou l'hiver, dans la froideur de la campagne irakienne. Oum Sabah, la mère, marche pieds nus, les mains noircies par le soleil, les paumes passées au henné, enveloppée d'une abbaya noire, la seule, la même depuis trois ans, morceau de tissu noir qu'elle ramène sans cesse sur son visage de vieille femme fatiguée, ravagée par les privations : elle a quarante deux ans. Après la guerre, quand tout est devenu introuvable ou hors de prix, elle a commencé par vendre ses bijoux de mariage puis les cinq chameaux, l'un après l'autre, qui les faisaient vivre. Et quand une épidémie de gastro-entérite a couché toute la famille, ce sont les voisins du village, tous aussi démunis, qui se sont cotisés pour réunir les trois mille dinars, deux dollars, douze francs, nécessaire à payer les médicaments et le médecin du dispensaire voisin. Depuis, son mari court la campagne en quête de journées de travail, pour pouvoir rembourser « l'énorme dette » due à la maladie. Sans la ration alimentaire de farine, d'huile de cuisine, de thé et de sucre distribuée chaque mois par le gouvernement à tous les irakiens, Oum Sabah et sa famille seraient aujourd'hui morts de faim à quelques dizaines de mètres du grand domaine agricole tenus par le fils d'un sheikh, un ancien officier de police revenu jouir de son domaine de 450 hectares, une belle maison entourée de hauts murs, dotée d'eau courante et d'électricité, d'un immense salon orné d'un aquarium, de ventilateurs, d'une télévision et de téléphones avec, dans les sacs entreposés au fond de ses magasins, de quoi résister longtemps au vent mauvais. Avant, les paysans d'ici quittaient la terre pour rejoindre la capitale, à une heure d'ici ; désormais, ce sont les habitants de la ville, petits commerçants, fonctionnaires ou instituteurs qui se ruent vers la campagne pour y vivre et chercher du travail. Comment vivre aujourd'hui à Bagdad ? Quand, pour la première fois depuis la guerre, l'électricité est coupée huit heures par jour, quand les stations d'épuration sont hors d'état et que celles qui sont réparées par les ONG donnent une eau potable aussitôt souillée par des conduites souillées comme des égouts. Quand il suffit de passer la porte d'un ministère pour buter sur une gamine de cinq ans, Shyrin, foulard serré autour de la tête, les pieds dans des sandales de mauvais plastique, petite vendeuse d'encens qui passe ses journées à tendre ses paquets aux passants. Il suffit de traverser la rue pour rencontrer, dans une gargotte installée sur le trottoir, deux professeurs d'économie à l'université qui se relaient en dehors de leur cours pour venir vendre des sodas et des paquets de biscuits. Tout est hors de prix et le dinar ne vaut plus rien. A la veille de l'invasion du Koweït, il valait trois dollars ; aujourd'hui, pour un seul billet vert, on vous remet officiellement mille quatre dinars irakiens ! On les trimbale par grosses liasses de billets, dans des sacs de plastique noir ou dans des valises de carton pour régler le moindre achat. Et quand au bar de l'hôtel Rachid, en payant un coca-cola avec un épais paquet de quarante cinq billets de cents dinars, on s'aperçoit qu'on vient de déposer sur le comptoir l'équivalent du salaire mensuel d'un père de famille, c'est toute la pauvreté, la disparité, l'injustice faite à la population modeste qui éclate en un seul geste. Alors, partout, on chasse le dollar. On a commencé par vendre les tapis, les peintures et les meubles du salon, puis on a démonté l'évier de la salle de bains, les fenêtres, les portes. D'abord le superflu, ensuite le nécessaire, enfin l'indispensable. Le professeur vend son dictionnaire encyclopédique, le musicien ses disques classiques, l'ingénieur ses revues scientifiques et le médecin son stéthoscope. Dans les hôpitaux, les ascenseurs sont en panne, la propreté douteuse, le matériel chirurgical obsolète et l'équipement, autrefois sophistiqué, fierté du pays, a payé très cher une décennie sans aucune maintenance. L'été dernier, personne n'a pensé à fermer la porte des incubateurs flambant neufs envoyés par le Japon : il faisait déjà près de cinquante degrés dans le service pédiatrique.

Malnutrition, maladies, manque desoins...Le gouvernement irakien avance le chiffre de six mille enfants morts par mois. Et un responsable d ONG a affirmé que cela correspondait « à deux avions par mois de la Pan Am qui s écraseraient au sol cahrgés d enfants.. » Impossible de vérifier de telles statistiques. Une chose est sûre : « Tout le système médical irakien est à genoux » affirme Habib Rejeb, responsable de l OMS, pourtant très prudent sur les mots. Et il ajoute : « Les irakiens sont revenus au niveau de certains pays sub-sahariens, la Somalie par exemple. » Du coup, les médecins cherchent à émigrer et les infirmières abandonnent à contre-cSur l hôpital où leur salaire ne leur rapporte plus assez pour payer leur transport quotidien. Médecins, infirmières, professeurs, maitres d écoles....Dans certaines écoles, ce sont les parents qui construisent les pupitres et on se passe un livre unique de main en main ; dans d autres, les gamins sont assis à même le sol et l instituteur demande quelques billets aux parents ou abandonne la classe pour donner des leçons privées. La corruption est partout, éclatante ou honteuse, comme un moyen de survie obligé. Dès la frontière, le fonctionnaire de l immigration qui tamponne vos papiers réclame à voix basse un « petit geste » et même le médecin chargé de vous faire une prise de sang pour le test du sida, obligatoire et payant, tend la main à peine l examen terminé, « pour le service ». Un formulaire administratif, un médicament, un passeport, tout se négocie, tout s arrache. A ce jeu, l emploi n est plus qu une fonction qui permet de monnayer ses services. Riches, très riches sont ceux qui appartiennent à la classe dirigeante ou les nouveaux commerçants, véritables profiteurs de guerre, qui font le commerce avec la Jordanie, corrompent les fonctionnaires de l ONU et revendent à prix d or la marchandise amenée en contrebande à Bagdad. Pauvres, très pauvres ceux qui ne peuvent pas arracher de dollars et ne recoivent rien de leur parents à l étranger, comme ces femmes sur les routes du sud qui arrêtent les camionneurs en leur proposant de leur vendre du « Suma », du « poisson » , c est-à-dire leur corps. Ou à Bagdad, dans la banlieue triste du « Nouveau Bagdad » où éclosent des bordels clandestins. Ou même au cSur de la ville, à domicile, où des étrangers se sont vus proposer la fille de la famille, pour une poignée de dollars. A quoi sert l embargo quand il réduit une population autrefois bien nourrie, bien soignée, bien éduquée à un tel désespoir, à une telle humiliation collective. Ne parlez pas de raid américain ou de bombardements-sanctions aux Bagdadis, ils ne vous écoutent plus : « Les occidentaux veulent frapper ? Qu ils frappent ! De toute façon nous n avons pas d avenir et plus grand-chose à perdre... » A Bagdad, désormais, la nuit est devenue dangereuse. Quand il rentre chez lui, Abdel, chauffeur professionnel, regarde longuement à droite et à gauche avant de s avancer dans sa rue, puis il klaxonne pour avertir toute sa famille qui allume toutes les lumières avant d ouvrir le garage fermé à clé et doublé de solides barreaux. Abdel dort un pistolet sous l oreiller et il se lève deux ou trois fois chaque nuit pour aller surveiller sa voiture. Celle de son voisin a été volée dans la maison d à côté, malgré les cadenas, les serrures et la porte de métal. Et une voiture volée ici, cela veut dire plus de voiture, plus de travail, plus d argent pour la famille. -« Et la police ? » -« La police...Elle ne fait pas grand-chose ! » répond Abdel. -« Parfois, ce sont eux les agresseurs. » Abdel exagère ; la police patrouille désormais sur les grands axes routiers après que de véritables gangs, déserteurs ou soldats-vétérans, armés de kalashnikovs et formés à la guerre aient installé de faux-barrages, témoin le guet-apens dans lequel est tombé une voiture de l ambassade de France où le gendarme, pourtant armé, a eu la sagesse de se laisser dépouiller sans porter la main à son revolver. A quoi sert l embargo ? Sans doute pas à assurer la sécurité d une population. Bien sûr, il s agit d empêcher Saddam Hussein de se réarmer, d en finir avec la menace d armes de destructions massives. « Nous savons que l Irak n a plus de capacité offensive dans les domaines nucléaires et balistiques » dit un diplomate occidental, « reste des doutes sur le bactériologique et le chimique. Et la demande comminatoire des américains d examiner certains documents irakiens ouvre un boulevard à d autres incidents. » Toute l histoire de ces dernières années est truffée de crises entre l Unscm, chargé de vérifier et de détruire l arsenal irakien et Bagdad qui ne voit là qu une façon de perpétuer à l infini l embargo. Entre les experts et le régime irakien, les relations ont toujours été épouvantables. L ancien responsable de l Unscm, l américain Scott Ritter avait une vision très musclée de la façon de mener ses opérations : « Les irakiens sont comme des requins quand ils sentent le sang. Eux sentent la peur. Et là vous être perdus. Moi, sur le terrain, s ils se mettent à grogner, je leur montre qui est le patron, le chien-leader ! Sur un site à inspecter, nous agissons comme si répandions de l urine sur les murs. Et quand nous repartons, ils savent qu ils ont été inspectés ! » Bagdad, de son côté, a multiplié les entraves aux recherches. En janvier dernier, l Irak interdit les inspections dirigées par Scott Ritter. Kofi Annan dénoue la crise et les inspections reprennent. Six mois plus tard, nouveau blocage : « La crise de l été dernier était d ailleurs totalement prévisible, » explique un diplomate, « les irakiens voulaient obtenir un contrôle à long terme et une révision globale de la crise. Ils ont compris que les Etats-Unis bloqueraient la décision à l ONU. » Le 26 août, Scott Ritter démissionne. A l automne, New-York accepte l examen global et Kofi Annan donne satisfaction à Tark Azziz qui demande « d aller à l essentiel ». Quand il revient,

trionphant, à Bagdad, on croit la crise résolue. Mais Saddam Hussein fait demander des précisions et des éclaircissements sur plusieurs dossiers : « Bref, il a poussé le bouchon trop loin. Erreur magistrale. » On connaît la suite. Refus catégorique de New-York, rupture totale de la coopération des irakiens qui menacent de ne plus reconnaître les résolutions de l'ONU...c est l'escalade. Les hommes de l'Unscorm quittent l'Irak en toute hâte et le conseil de sécurité menace. Sauf que cette fois-ci, l'Irak est isolé. Plus de médiation ou de soutien arabe, plus d'émissaire français ou russe et des chinois qui évacuent leur ambassade en toute fébrilité. Saddam Hussein ne peut plus faire monter les enchères, il fait volte-face, revient à grand bruit sur sa décision au moment même où les avions de combat américains volent vers l'Irak, pour des raids qui devaient faire...plus de dix mille morts. « Sur la scène régionale et internationale, le régime de Saddam Hussein sort à l'évidence affaibli de cette crise », analyse un expert occidental à Bagdad, « mais sur le plan intérieur, les gens sont ailleurs, trop dépressifs, trop occupés à survivre. » Aujourd'hui, à peine la dernière crise dénouée, Richard Butler, le nouveau chef de l'Unscorm exige sur un ton comminatoire douze documents sur l'arsenal chimique et des archives de la défense irakienne, demande rejetée par le premier ministre irakien Tarek Azziz et qualifiée de « provocatrice » par les irakiens. « Butler charge la barque au maximum pour dire qu'il n'y a pas de coopération de la part de Bagdad » dit un diplomate, « il agit un peu comme Kenneth Starr avec Clinton. Il accuse, insiste : « Avouez ! Et vous serez pardonné ! L'Unscorm, à la différence de l'AEIA, se comporte plus en outil politique qu'en organisme professionnel. » La prochaine crise n'est pas loin... Sans doute avant le mois d'avril prochain quand on reparlera d'examen global à New-York. En attendant, l'Irak est devenu parmi les pays arabes en 1998 la deuxième source d'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis. En attendant, Saddam Hussein, dictateur et maître de Bagdad, continue à mettre à profit la dépression irakienne pour se maintenir solidement au pouvoir. En attendant, la population, hommes, femmes et enfants, de tout un pays souffre le martyre...A quoi sert l'embargo ?

Jean-Paul Mari.

.....

Irak : bombes et cancers

Les bombardements alliés pendant la guerre du golfe sont-ils responsables d'un accroissement des cancers en général en Irak et particulièrement des leucémies graves chez les enfants ? A l'hôpital « Saddam » de Bagdad, dans le service de cancérologie, Doaa Sami a été hospitalisée pour des douleurs au ventre. En l'opérant, les chirurgiens ont découvert une série de tumeurs. Aujourd'hui, la petite fille de cinq ans est aveugle, en semi-coma et les médecins ne lui donnent que quelques semaines à vivre. Il y a huit ans, ses parents habitaient à moins d'un kilomètre d'une usine bombardée et sa grand-mère raconte qu'elle a vu les enfants ramasser des débris de bombes et les ramener à la maison. Partout, dans les hôpitaux, on vous montre des cas similaires et les Irakiens affirment que le nombre de cancers dans le pays est passé de 6563 en 1984 à 10212 en 1994. Or, on sait que les chars et les avions alliés ont tiré plusieurs dizaines de milliers de projectiles « DPU », dont les têtes contiennent de l'uranium radioactif, destinés à percer les blindages irakiens. Et à l'OMS, on affirme qu'une mission a recommandé une étude épidémiologique avant de se prononcer. Aux USA, le Pentagone nie formellement et redoute de voir des milliers de vétérans souffrant du « syndrome de la guerre du golfe » réclamer des indemnités. On ne sait pas toujours si ces maux sont dus à la destruction d'usines nucléaires ou chimiques irakiennes ou si ce sont nos propres bombes qui ont contaminé l'environnement, notamment dans le centre et le sud de l'Irak.